

## AKTUELL

MÉMOIRE

## Enfin arrivés

Luc Caregari

**La deuxième fois a été la bonne : le Comité pour la mémoire de la Deuxième Guerre mondiale (CM2GM) vient d'approuver l'apposition d'une plaque honorant les volontaires des Brigades internationales sur la Gëlle Fra.**

Pour les Amis des Brigades internationales - Luxembourg (ABIL), le parcours du combattant aura pris plusieurs années, et tout a presque été perdu dans la dernière ligne droite. Lorsque, sur injonction des députés socialistes et dudelangois Dan Biancalana et Mars Di Bartolomeo (qui a été un des membres fondateurs de l'ABIL en 1998), le premier ministre avait une première fois demandé son avis au CM2GM l'année dernière, le résultat avait été négatif. Certes, le CM2GM était d'avis qu'il fallait inclure les brigadistes dans la commémoration nationale et qu'il fallait perpétuer leur mémoire aussi sur son site en ligne, mais la Gëlle Fra,

nion du comité, le 10 février, deux questions ont été posées sur les volontaires des Brigades internationales, l'une concernant un hommage officiel et l'autre sur la plaque à la Gëlle Fra : « La réponse du CM2GM est affirmative par rapport aux deux questions précitées », précise le courrier.

## Revirement du CM2GM

En ce qui concerne la mise en musique, le chef du service mémoire du ministère d'État, Patrick Majerus, tout comme l'historien Serge Hoffmann de l'ABIL ont confirmé au woxx avoir été en contact pour commencer les travaux sur une proposition de texte à mettre sur la plaque. Celui-ci devra ensuite être validé par le CM2GM. Puis ce sera à d'autres services de donner leur accord sur les aspects pratiques : « Je ne peux pas donner une date précise pour l'inauguration de la plaque, car il y a encore des détails techniques à régler - entre

WIKIMEDIA, ROGER DAVIES

c'était non.

Alors qu'y figurent déjà deux plaques en l'honneur des volontaires de la guerre de Corée, le bureau du CM2GM arguait de la sensibilité des Luxembourgeois envers ce monument, pas sans controverses.

Mais l'avis avait un hic, comme le woxx l'avait dévoilé après avoir eu connaissance des courriels internes : le bureau n'avait pas suivi l'avis de la majorité, car deux des trois communautés s'étaient dites a priori favorables (même si tous leurs membres ne l'étaient pas) et une troisième, celle des enrôlés de force, bloquait. Ne pouvant atteindre une unanimité, le bureau avait à l'époque essayé de trouver ce compromis - honorer les volontaires de la guerre d'Espagne oui, mais pas sur la place de la Constitution. Un compromis qui n'a pas tenu, et, comme le premier ministre Xavier Bettel l'avait annoncé, le CM2GM s'est réuni pour en rediscuter. Et le miracle est arrivé dans une réponse complémentaire envoyée le 12 février aux députés Biancalana et Di Bartolomeo. Ainsi, lors d'une réu-

autres avec le Service des sites et monuments, la Ville de Luxembourg et d'autres », a précisé Majerus, en faisant tout de même entendre qu'il veut que le dossier avance vite.

Ce n'est donc plus « No pasarán » pour la mémoire de ceux qui se sont battus contre le fascisme avant l'heure. Même la question sournoise du député populiste de droite Fred Keup - qui voulait savoir si les volontaires luxembourgeois ont participé à la terreur rouge, exercée dans certaines régions espagnoles contre des ecclésiastiques et autres représentant-e-s de l'ancien régime - n'a pas pu arrêter la marche de leur mémoire vers la Gëlle Fra. Dans sa réponse, le premier ministre a sèchement écrit que son ministère n'avait « pas connaissance » d'une telle implication de Luxembourgeois dans ces massacres.

Bref, la culture de la mémoire luxembourgeoise va enfin aussi être consacrée à ceux qui se sont battus pour des idéaux de gauche. Un rééquilibrage tardif, mais d'autant plus nécessaire.

## SHORT NEWS

## Petition gegen biometrische Massenüberwachung

(ja) - Eine europäische Bürger\*inneninitiative fordert ein Verbot biometrischer Massenüberwachung. Damit ist vor allem der Einsatz von Gesichtserkennung im öffentlichen Raum gemeint. Allerdings werden zur Überwachung auch Daten zu Augen, Venen, Stimme, Gehweise oder der Art, wie jemand auf einer Tastatur tippt, eingesetzt. Die Initiative fordert die EU auf, diese Art der Massenüberwachung zu verbieten. „Es hat sich gezeigt, dass die Nutzung biometrischer Massenüberwachung in den Mitgliedstaaten und durch EU-Agenturen zu Verstößen gegen das EU-Datenschutzrecht geführt und die Rechte der Menschen, einschließlich ihres Rechts auf Privatsphäre, auf freie Meinungsäußerung, auf Protest und auf Diskriminierungsfreiheit, ungebührlich eingeschränkt hat“, heißt es im Text der Petition. Initiiert wurde die Bürger\*inneninitiative unter anderem von Chaos Computer Club, La Quadrature du Net und anderen Organisationen für Bürger\*innenrechte. Um Erfolg zu haben, muss die Petition eine Million Unterschriften aus einem Viertel der EU-Mitgliedstaaten sammeln. Unterschreiben kann man auf der Website [reclaimyourface.eu](https://reclaimyourface.eu).

## Mietgesetzreform in der Kritik

(rg) - Wie es der Zufall will, wurde in den letzten Tagen die von Wohnungsbauminister Henri Kox (Déi Gréng) auf den Instanzenweg gebrachte Reform des Mietgesetzes fast zeitgleich von mehreren Seiten attackiert. Zum einen war es die Chambre de Commerce (CLC), die ihren Bericht zum Gesetzesprojekt 7642 vorlegte, zum anderen hatte déi Lénk zu einer Pressekonferenz geladen, um ihre Position zur Reform noch einmal zu untermauern. Die CLC beteuert, mit der Zielsetzung des Gesetzesvorhabens, den Preisanstieg auf dem Mietwohnungsmarkt einzudämmen, einverstanden zu sein, erachtet aber die dafür im Entwurf vorgesehenen Maßnahmen sogar als kontraproduktiv. Der linken Oppositionspartei gehen die Reformen dagegen nicht weit genug. Die CLC sieht eine Lösung eher auf der Angebotsseite, spricht in Form von finanziellen Anreizen, damit mehr gebaut wird, und durch den Abbau bürokratischer Hürden. Für déi Lénk ist das Gesetz halbherzig und ein zahnlöser Tiger, weil die auf Basis der Investitionskosten berechneten Maximalmieten weder kontrolliert noch geahndet werden können - nicht zuletzt, weil die dafür zuständigen Mietkommissionen schlecht bis gar nicht funktionierten. Der radikalste Ruf in Sachen Wohnungsnot erschallte allerdings dieser Tage aus den Spalten des Tageblatt, wo die Frage nach einer Vergesellschaftung von Grund und Boden gestellt wurde. Denn eigentlich sind es die Baulandpreise, die ins Unendliche steigen, wogegen ein auch noch so scharfes Mietgesetz wenig ausrichten kann.

online

## Sexualerziehung, Missbrauch und échanges fiscaux

Vous aimez froisser le papier du woxx, mais une fois la lecture achevée, vous avez envie de plus ? Alors rendez-vous sur [www.woxx.lu](https://www.woxx.lu) et découvrez nos articles exclusifs en ligne !

**Sexualerziehung: Wenn „Vulva“ sagen geübt werden muss** Vordergründig ein Projekt zur Sexualerziehung von Kindern, liefert „Wat äntweren?“ Eltern die Grundlagen, um überhaupt einmal offen über Genitalien, Gefühle, Sex und Beziehungsformen zu sprechen. [woxx.eu/sexed](https://woxx.eu/sexed)

**Jahresbericht zu Missbrauchsfällen in der Kirche** Die Erzdiözese Luxemburg bemüht sich weiterhin um Transparenz in Sachen Missbrauchsfälle: Am Samstag legte die entsprechende Kontaktstelle für Betroffene die Zahlen für das Jahr 2020 vor. [woxx.eu/missbrauch](https://woxx.eu/missbrauch)

**Échanges en matière fiscale : Luxembourg très demandé, pas très demandeur** Suite à l'arrêt « Shakira » de la Cour de justice de l'Union européenne d'octobre dernier, qui clarifiait les conditions d'un échange entre administrations fiscales, le député Déi Lénk David Wagner voulait en savoir plus sur l'assiduité du Luxembourg en cette matière. [woxx.eu/echange fisc](https://woxx.eu/echange fisc)